



DIEULEFIT SANTE

Siège social : 211 chemin de Chamonix - 26220 DIEULEFIT
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025



RSM Rhône-Alpes

2 bis, rue Tête d'Or

69006 LYON

T : +33 (0) 4 72 69 19 19

www.rsmfrance.fr

DIEULEFIT SANTE

Siège social : 211 chemin de Chamonix – 26220 DIEULEFIT

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux Membres de l'Association DIEULEFIT SANTE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association DIEULEFIT SANTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n° 2022-06 et 2023-03 exposées dans le paragraphe « Changement de réglementation comptable » de la note « Principes – règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention

comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations

ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

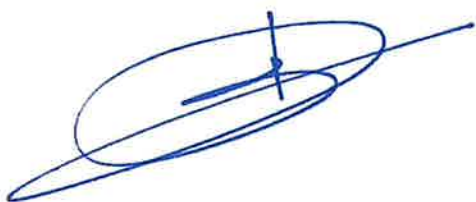
Fait à Lyon, le 8 juin 2026

Le commissaire aux comptes

RSM Rhône-Alpes

Société de Commissariat aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Lyon-Riom

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'G' followed by a horizontal line and a vertical stroke.

Gaël DHALLUIN

Associé

BILAN ACTIF AU 31/12/2025

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	415 550	392 576	22 974	24 060
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	708 659	201 628	507 031	514 957
Constructions	15 251 576	10 579 310	4 672 266	5 126 248
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 098 969	2 928 557	1 170 411	1 250 686
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	38 313		38 313	5 364
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	14 853		14 853	14 640
Prêts	400 352		400 352	400 352
Autres immobilisations financières	735 033		735 033	916 583
Total II	21 663 306	14 102 072	7 561 234	8 252 891
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	179 272	4 827	174 444	168 195
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 223 326	48 226	1 175 100	234 126
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	815 181		815 181	2 018 927
Charges constatées d'avance	66 733		66 733	31 687
Valeurs mobilières de placement	3 689 434		3 689 434	3 638 457
Instruments financiers à terme et jetons détenus			-	
Disponibilités	2 887 009		2 887 009	2 870 319
Total III	8 860 954	53 053	8 807 901	8 961 712
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	30 524 260	14 155 126	16 369 134	17 214 603

BILAN PASSIF AU 31/12/2025

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	1 894 225,09	1 894 225
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	3 197 706	3 197 706
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	3 197 706	3 197 706
Report à nouveau	2 311 967	2 616 713
Excédent ou déficit de l'exercice	- 48 217	- 304 746
Situation nette (sous total)	7 355 681	7 403 898
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	641 068	736 263
Provisions réglementées		
Total I	7 996 749	8 140 161
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	483 399	596 528
Total III	483 399	596 528
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 982 363	6 416 527
Emprunts et dettes financières diverses	17 135	18 273
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	401 217	327 647
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 415 791	1 509 987
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	29 731	180 122
Autres dettes	37 750	25 356
Produits constatés d'avance	5 000	
Total IV	7 888 986	8 477 913
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	16 369 134	17 214 602

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	940 477	933 736
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	11 664 812	10 738 889
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	194 373	141 416
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	215 071	212 249
Total I	13 014 734	12 026 290
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	977 005	920 467
Variation de stock	-10 153	-5 151
Autres achats et charges externes	1 293 252	1 350 835
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	814 847	790 419
Salaires	6 228 991	5 958 810
Cotisations sociales	2 746 263	2 577 194
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	819 072	719 206
Dotations aux provisions	53 053	81 245
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	360	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	15 631	11 721
Total II	12 938 319	12 404 746
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	76 414	- 378 456
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	64 337	77 917
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total III	64 337	77 917
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	171 307	182 266
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total IV	171 307	182 266
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 106 971	- 104 350



COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 30 556	- 482 806
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		196 940
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	2 699	826
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	- 2 699	196 114
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	14 962	18 054
Total des produits (I + III + V)	13 079 070	12 301 146
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	13 127 288	12 605 893
EXCEDENT OU DEFICIT	- 48 217	- 304 746
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

1. Faits caractéristiques de l'exercice - événements post-clôture

1.1. Faits caractéristiques de l'exercice

Le Centre de réadaptation DIEULEFIT SANTE met en œuvre ses autorisations SMR HC et HTP Adulte pour les affections cardiovasculaires, respiratoires, du système neurologique et de l'appareil locomoteur.

Dieulefit Santé a réalisé un total de 1.685 séjours, dont 1.211 en hospitalisation complète et 474 en hospitalisation de jour. Au total, 39.435 journées d'hospitalisation ont été réalisées (+4,4% par rapport à 2024). Nos capacités actuelles (RH et locaux) sont pleinement exploitées, la poursuite du développement Ambulatoire nécessitera impérativement des effectifs et des surfaces supplémentaires. La demande est forte, nous souhaitons améliorer notre taux de réponse auprès de nos partenaires adresseurs.

Dieulefit Santé a fait preuve d'une forte dynamique de développement tant sur le plan qualitatif que quantitatif de son offre de soins.

1.2. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration réuni le 10 mars 2026, l'association reste en attente de l'approbation de l'ARS concernant l'EPRD 2026 et le PGFP 2026 – 2030.

Les états financiers de DIEULEFIT SANTE ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

Il est précisé que ces événements n'ont aucune incidence sur la situation financière et le patrimoine de l'association au 31 décembre 2025.

2. Principes - règles et méthodes comptables.

2.1. Principes

Les présents comptes ont été établis en conformité avec les dispositions du règlement ANC N°2014-03 applicable à l'exercice et arrêtés le 10 mars 2026 par le Conseil d'administration. En plus du règlement ANC 2014-03, les comptes ont été arrêtés en respectant les adaptations sectorielles spécifiques conformément au référentiel ANC N°2018-06 ainsi que l'ANC 2022-06 et 2023-03.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception de l'incidence du paragraphe « Changement de réglementation comptable » ci-dessous,
 - Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

DIEULEFIT SANTE est un établissement de santé privé à but non lucratif intégré au service public. Il est ainsi qualifié d'établissement de santé privé d'intérêt collectif (ESPIC) depuis la loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (HPST) du 21 juillet 2009. Les ESPIC sont soumis à des règles spécifiques en matière budgétaire et comptable reprises notamment dans le code de la santé publique (CSP) et le décret n° 2010-425 du 29 avril 2010 relatif notamment à l'organisation financière des établissements de santé.

Changement de réglementation comptable

DIEULEFIT SANTE applique, pour la première fois au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025, les règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers. Ces règlements sont applicables de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025. Cette première application constitue un changement de réglementation comptable.

Les dispositions des règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Les principales modifications apportées par le nouveau plan comptable sont les suivantes :

- Nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel, désormais réservé d'une part aux événements majeurs et inhabituels et d'autre part aux provisions réglementées, corrections d'erreur et changement de méthode comptable en raison de leur nature spécifique ;
- Suppression des transferts de charges et inscription des sommes concernées directement à l'actif ou au crédit des comptes de charges par nature ;
- Les charges constatées d'avance sont désormais présentées reclassées dans la rubrique « Créances » alors qu'elles étaient, jusqu'aux comptes clos en 2024, sur une ligne séparée de l'actif ;
- Les quotes-parts de subventions d'investissement sont désormais présentées dans la rubrique « Concours publics et subventions d'exploitation » alors qu'elles étaient, jusqu'aux comptes clos en 2024, comptabilisées en produits exceptionnels.

La transition vers le nouveau plan comptable 2025 n'a pas eu d'impacts significatifs sur les comptes clos le 31 décembre 2025 et la colonne des comptes 2024 a été présentée tel qu'arrêtée lors du précédent exercice.

2.2. Méthodes

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Celui-ci intègre le prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition (droit d'enregistrement, frais de notaire par exemple).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Logiciels | 2 à 5 ans |
| • Construction | 10 à 30 ans |
| • Agencements de constructions | 5 à 10 ans |
| • Matériel médical | 3 à 5 ans |
| • Matériel de bureau et informatique | 3 à 5 ans |
| • Mobilier | 10 ans |
| • Matériel de transport | 5 ans |

Application des règlements sur le traitement des actifs :

Cette réglementation est relative aux actifs et au suivi des immobilisations. Elle concerne leur évaluation, leur amortissement et leur comptabilisation.

Lorsque des immobilisations peuvent comprendre des éléments ayant des durées d'utilisation différentes de l'immobilisation dans son ensemble, et, dans la mesure où ces éléments sont significatifs, il y a lieu de les comptabiliser séparément. Chacun des composants est amorti sur sa durée probable d'utilisation.

Ainsi le prix de revient des bâtiments du site de Chamonix a été ventilé en plusieurs composants amortis sur des durées de 10 à 30 ans. Les honoraires, frais d'hypothèques et de caution ont été répartis entre les différents composants au prorata de leur montant.

Les valeurs résiduelles probables en fin de période d'amortissement n'étant pas jugées significatives, les immobilisations sont amorties sur la base de leur coût d'acquisition.

2.2.2. Stocks

Ils correspondent à des fournitures consommables non utilisées à la clôture de l'exercice.

Ils comprennent des produits pharmaceutiques, fournitures de bureau, produits d'entretien et combustibles.

Par mesure de simplicité ils sont évalués au dernier prix d'achat. Compte tenu de leur rotation rapide, cela n'a pas d'incidence significative sur le résultat.

2.2.3. Créances

Elles sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

2.2.4. Valeurs mobilières de placements

Cette rubrique enregistre de la trésorerie placée sur des comptes rémunérés ouverts auprès des banques de l'association.

2.2.5. Changement de méthode de présentation et d'évaluation

Aucun changement de méthode de présentation et d'évaluation significatif n'est intervenu au cours de l'année, à l'exception de l'incidence du paragraphe « Changement de réglementation comptable » ci-dessus.

2.2.6. Comparabilité des comptes avec ceux de l'exercice précédent

Aucun élément particulier n'est intervenu dans l'exercice empêchant la comparabilité avec l'exercice précédent.

2.2.7. Comptes annuels, compte administratif

Les comptes annuels (comptes sociaux) de l'Association qui sont présentés ici ont été établis à partir des principes et règles comptables rappelés ci-dessus, paragraphe 2.1.

Comme les exercices précédents, les comptes administratifs établis par l'Association à la demande des organismes de tutelle reprennent exactement les éléments inscrits dans les comptes annuels.

Ainsi les résultats des comptes annuels et du compte administratif sont les mêmes.

3. Compléments d'information sur les comptes de bilan actif

3.1 Variation de l'actif immobilisé

Pour rappel, le prix de revient des bâtiments de Chamonix d'un montant initial de 14.193.373 € intègre le coût des bâtiments acquis le 2 décembre 1999 pour 243.918 € ainsi que les frais de prise d'hypothèques et de caution d'un montant de 267.000 € supportés pour garantir les emprunts souscrits pour le financement des investissements. Il prend en compte également les honoraires d'architecte, de suivi et de contrôles liés à ces travaux, y compris les honoraires relatifs au premier projet modifié début 2004 soit 744.961 €. En effet, l'ARH avait demandé que ces coûts soient intégrés dans le prix de revient global des constructions.

Cet organisme acceptait ainsi la prise en compte des amortissements correspondant dans les budgets de fonctionnement qui seront établis dès la mise en service du nouveau site.

Le tableau des variations figure à la fin de l'annexe.

3.2 Amortissements

Le tableau de l'état des amortissements figure à la fin de l'annexe.

3.3 Caisse Pivot : Créances article 58 – 01/01/85

Il s'agit de la Créance née lors de la mise en place au 1^{er} janvier 1985 du mode de financement sous forme de dotation globale.

Elle doit correspondre aux produits des journées non encaissées au 31 décembre 1984.

Cette créance d'un montant de 400.352 € figure en Immobilisations financières dans la mesure où il ne s'agit pas d'une créance liquide. En effet, elle ne serait reversée qu'en cas de cessation d'activité des établissements concernés. La CPAM de la Drôme a confirmé son montant au 31 décembre 2025. Par arrêté du 2 mars 2026, l'ARS confirme le solde de cette créance et le versement au 1^{er} semestre 2026 de celle-ci.

3.4 Produits à recevoir

Les montants des produits à recevoir inclus dans les postes du bilan sont les suivants :

• <u>Actif circulant</u>	
Créances liées aux salariés :	49.162 €
Créance Etat taxes aménagement redevance archéologie :	202.150 €
Autres créances diverses :	21.533 €
Total	272.845 €

3.5 Différences sur éléments fongibles de l'actif circulant

Elles concernent les fonds détenus par AEP (Assurance Epargne Pension) et destinés à couvrir des indemnités de départ à la retraite (contrat « indemnités de fin de carrière » souscrit le 26 juin 2008). Ils sont inscrits en « Autres créances ».

Valeur du contrat au 31 décembre 2025 :	727.931 €
Valeur des souscriptions inscrites au bilan :	531.719 €
	+ 196.212 €

Cette différence correspond à une plus-value latente.
Ces fonds permettront de financer les indemnités de départ à la retraite des salariés.

3.6. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance inscrites au bilan pour 66.733 € concernent les charges d'exploitation.

4 Compléments d'information sur les comptes de bilan passif

4.1 Variation des fonds propres

• Fonds propres au 31 décembre 2025 :	7.996.749 €
• Fonds propres au 31 décembre 2024 :	<u>8.140.161 €</u>
<u>Variation :</u>	- 143.412 €

Cette variation correspond :

> au déficit de l'exercice :	- 48.217 €
> à la quote-part de subventions :	- 117.195 €
> au versement de subventions d'investissements :	22.000 €

Le déficit de l'exercice est le même que celui des comptes administratifs qui ont été adressés aux tutelles. Il est proposé de l'affecter au compte de report à nouveau.

Le résultat de l'exercice précédent déficitaire de 304.746 € et validé par l'ARS, avait également été affecté en report à nouveau.

4.2 Subventions d'investissements

Le tableau de l'état des subventions figure à la fin de l'annexe.

Le montant des subventions d'investissement, est inscrit dans les capitaux propres. Il est repris au compte de résultat selon les modalités qui suivent :

- La reprise de la subvention d'investissement qui finance une immobilisation amortissable s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur de l'immobilisation acquise ou créée au moyen de la subvention.

4.3 Fonds dédiés

Aucun fonds dédié n'a été constitué dans le courant de l'exercice 2025.

4.4 Charges à payer

Les montants des charges à payer inclus dans les postes du bilan sont les suivants :

• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (ICNE) :	17.135 €
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés :	34.632 €
• Dettes fiscales et sociales :	<u>903.229 €</u>
Montant	954.996 €

4.5 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance inscrites au bilan pour 5.000 € concernent les produits d'exploitation.

5 Compléments d'information sur les comptes de bilan actif et passif

5.1 France des créances et des dettes

L'état des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice figure à la fin de l'annexe.

5.2 Provisions

Le tableau des provisions figure à la fin de l'annexe.
Il appelle le commentaire suivant :

- Provision pour Indemnités de Fin de Carrière : elle représente 483.399 € après une reprise partielle de 113.129 €.

6 Compléments d'informations sur le compte de résultat

6.1 Remboursements de charges

Ils s'élèvent à 25.976 €, ils correspondent à des charges de personnel.

6.2 Charges sociales

L'établissement bénéficie de réduction de charges sociales en raison de son implantation dans une zone France ruralité revitalisation.

Ces exonérations représentant la somme de 72.866 € en 2025 contre 78.767 € en 2024.

6.3 Autres charges de personnel

Les autres charges de personnel s'élèvent à 118.928 € correspondent à :

- | | |
|---|----------|
| ○ Indemnités des stagiaires : | 3.611 € |
| ○ Stages de formation professionnelle : | 51.579 € |
| ○ Charges diverses : | 63.738 € |

Il est à noter qu'en 2025 ainsi qu'en 2024, il n'a pas été enregistré de versement sur le fonds « indemnités fin de carrière ».

6.4 Charges financières

L'établissement a comptabilisé au cours de l'exercice la somme de 169.257 € de charges financières correspondantes aux remboursements d'intérêts des prêts en cours.

6.5 Produits et charges exceptionnels

« Dieulefit Santé »	PRODUITS	CHARGES
Usurpation de RIB		2.699 €
Total		2.699 €

L'association a comptabilisé une charge exceptionnelle de 2.699 € résultant d'une usurpation frauduleuse de coordonnées bancaires par un tiers externe.

Cet évènement, subi par l'entité, présente un caractère non récurrent, imprévisible et indépendant de l'exploitation normale de l'association.

La direction considère que cet incident, isolé et sans lien avec les activités courantes, constitue un évènement exceptionnel au sens du règlement ANC n°2022-06.

6.6 Reprise de résultat

Les résultats dégagés sont acquis à l'association. L'ARS ne procède plus à la reprise de déficit ou d'excédent.

6.7 Ventilation des Produits d'Activités

- Dotation Fixe	3.676.527 €
- Recettes liées à l'Activité	7.024.167 €
- Consultations externes	64.489 €
- Produits d'Activités Hospitalières	782.254 €
- Quote-part de subventions - subventions	117.375 €
- Autres Produits	940.477 €
	<u>12.605.289 €</u>

La tarification à l'activité a été mise en œuvre en 2024.

Les autres produits correspondent aux recettes en atténuation de prestations hôtelières réalisées auprès des patients.

7 Autres Informations

7.1 Dettes garanties par des sûretés réelles

- Hypothèque de 1^{er} rang à hauteur de 2.550.000 € sur la propriété de Chamonix à Dieulefit consentie au profit de la Caisse d'Epargne en garantie d'un emprunt de 3.837.584 € renégocié le 25 mars 2017.

Le capital restant dû au 31 décembre 2025 s'élève à **2.462.473 €**.

Les intérêts restant dus au 31 décembre 2025 s'élèvent à **375.756 €**.

- Hypothèque de 2^{ème} rang sur la propriété de Chamonix à Dieulefit consentie au profit de DEXIA en garantie d'un emprunt de 4.795.922 € renégocié le 25 octobre 2016 et cédé au Crédit Coopératif le 1^{er} novembre 2021.

Le capital restant dû au 31 décembre 2025 s'élève à **3.353.146 €**.

Les intérêts restant dus au 31 décembre 2025 s'élèvent à **661.058 €**.

7.2 Engagements donnés

- Engagement pris en matière de départ à la retraite.

La convention collective des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance privés à but non lucratif à laquelle est rattaché "Dieulefit Santé" prévoit suite à l'application de la recommandation patronale du 04 septembre 2012 les dispositions qui suivent.

L'allocation de départ à la retraite est égale, en ce qui concerne les salariés comptant :

- de 10 à 14 ans de services effectifs : à un mois de salaire mensuel brut
- de 15 à 19 ans de services effectifs : à deux mois de salaire mensuel brut
- de 20 à 24 ans de services effectifs : à trois mois de salaire mensuel brut
- de 25 à 29 ans de services effectifs : à quatre mois de salaire mensuel brut
- de 30 ans et plus de services effectifs : à cinq mois de salaire mensuel brut

Au 31 décembre 2025, il est inscrit en provision des indemnités de départ à la retraite et charges correspondantes pour un montant total de **483.399 €**.

Il est rappelé que l'association a souscrit le 26 juin 2008 un contrat "Indemnités fin de Carrière" lui permettant d'externaliser les fonds qu'elle souhaite affecter au financement des départs.

Les sommes versées à ce titre auprès de AEP Cardif Assurance Vie sont inscrites en « autres créances » pour un montant de 531.719 €. La valeur acquise par ces fonds s'élève au 31 décembre 2025 à 727.931 €.

L'évaluation des engagements selon la méthode des unités de crédit projetées fait apparaître un montant de 483.399 € charges incluses au 31 décembre 2025. Les hypothèses retenues dans le cadre de cette évaluation sont les suivantes :

- Table utilisée : INSEE 2024
- Revalorisation des salaires : 1%
- Turnover : moyen
- Age moyen de départ à la retraite : 65-67 ans et sur départ volontaire
- Taux d'actualisation : 3,96 %

La dette comptabilisée est identique.

Le montant des indemnités calculées selon les modalités indiquées ci-dessus, acquises à la clôture de l'exercice par les personnes susceptibles de partir en retraite au cours des 5 prochaines années, s'élève, charges fiscales et sociales incluses, à 62.155 €.

7.3 Engagements reçus

- Emprunt de **3.837.584 €** renégocié le 25 mars 2017 auprès de la Caisse d'Epargne.
Caution de CEGC GARANTIES à hauteur de 60 %
Le capital restant dû au 31 décembre 2025 s'élève à 2.462.473 €.
- Emprunt de **4.795.922 €** renégocié le 25 octobre 2016 auprès de Dexia cédé au Crédit Coopératif le 1^{er} novembre 2021.
Caution de CEGC GARANTIES à hauteur de 60 %
Le capital restant dû au 31 décembre 2025 s'élève à 3.353.146 €.
- Emprunt de **1.000.000 €** souscrit le 11 février 2008 auprès du Crédit Coopératif.
Garantie de SOGAMA CREDIT ASSOCIATIF à hauteur de 50 %
Le capital restant dû au 31 décembre 2025 s'élève à 166.744 €.
- Dans le cadre du « plan hôpital 2007 », l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes s'est engagé à ajouter à la dotation annuelle de financement de 2006 la somme de 80 730 € et à maintenir cet accompagnement

financier pour couvrir les surcouts liés à la création du site de Chamonix sur chacune des 20 années à compter de cette date.

7.4 Crédit Bail

Le tableau des engagements correspondants figure à la fin de l'annexe.

7.5 Engagements financiers

Intérêts restant à courir sur emprunts évalués sur la base des taux en vigueur fin 2025 :

Emprunt Caisse d'Epargne souscrits en 2017 suite à renégociation	375.756 €
Emprunt DEXIA souscrit en 2016 suite à renégociation et cédé en 2021 au Crédit Coopératif	661.058 €
Emprunt Crédit Coopératif souscrit en 2008	10.379 €

7.6 Effectifs

L'effectif moyen CDI employé pendant l'exercice est de 122,95 salariés ETP dont 24,97 ETP cadres comprenant 11,17 médecins et pharmaciens.

7.7 Rémunération des dirigeants

Par application de l'article 20 de la loi du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif, nous précisons :

- qu'aucun membre du conseil d'administration n'est rémunéré par notre association.
- que les 3 plus hauts dirigeants, président, vice-président et trésorier n'ont perçu aucune rémunération.

7.8 CPF - COMPTE PERSONNEL DE FORMATION

Depuis le 1^{er} janvier 2015, le DIF a été remplacé par le CPF (Compte Personnel de Formation) géré directement par chaque salarié. L'association n'a conclu aucun accord d'entreprise triennal de financement du compte personnel de formation de ses salariés.

7.9 Honoraires des commissaires aux comptes (C. Com. art R-123-198-9° nouveau)

Honoraires figurant au compte de résultat au titre du contrôle légal des comptes : les honoraires en charges de l'exercice 2025 se sont élevés à 27.216 € TTC.

7.10 Association liée

DIEULEFIT SANTE n'est membre d'aucune association.

Etat des échéances des créances et des dettes €

CREANCES	MONTANT BRUT	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Actif immobilisé			
Créances Article 58 - 01/01/85	400 352		400 352
Prêts au personnel			
Autres prêts			
Autres immobilisations financières	749 887	180 000	569 887
TOTAL (I)	1 150 239	180 000	970 239
Actif circulant			
Usagers	221 724	221 724	
Organismes payeurs			
Personnel			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 001 603	1 001 603	
Etat et autres collectivités publiques	202 150	202 150	
Avance et acomptes versés sur commande	7 006	7 006	
Débiteurs divers	606 025	606 025	
TOTAL (II)	2 038 507	2 038 507	
Charges constatées d'avance	66 733	66 733	
TOTAL GENERAL	3 255 479	2 285 240	970 239

DETTES	MONTANT BRUT 2025	A UN AN AU PLUS 2026	A PLUS D'UN AN jusqu'à 5 ans	A PLUS DE 5 ANS
Dettes financières				
Emprunt auprès des établissements de crédit	5 982 363	451 502	1 764 932	3 765 929
Intérêts courus non échus	17 135	17 135		
Emprunts et dettes assortis de conditions particulières				
Autres emprunts et dettes				
Sous-Total	5 999 498	468 637	1 764 932	3 765 929
Autres dettes				
Fournisseurs	401 217	401 217		
Usagers				
Organismes payeurs				
Avances organismes payeurs				
Personnel	639 669	639 669		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	709 372	709 372		
Etat et autres collectivités publiques	66 750	66 750		
Fournisseurs d'Immobilisation	29 731	29 731		
Autres dettes	37 750	37 750		
Sous-Total	1 884 488	1 884 488		
TOTAL	7 883 986	2 353 125	1 764 932	3 765 929
Produits constatés d'avance	5 000	5 000		
TOTAL GENERAL	7 888 986	2 358 125	1 764 932	3 765 929

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

N° des Comptes	RUBRIQUES	Valeur brute au début de l'Exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur Brute à la Fin de l'Exercice	Variation
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
201	Frais d'Etablissement					
203	Frais de recherche et de développement					
205	Concessions et droits similaires, brevets					
208	Autres immobilisations incorporelles	399 894	15 656		415 550	15 656
232	Immobilisations en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
211	Terrains	399 379			399 379	
212	Agencements et aménagements des terrains	309 280			309 280	
213	Constructions sur sol propre	15 248 451	5 291	2 167	15 251 576	3 125
214	Constructions sur sol d'autrui					
215	Installations techniques, matériel et outillage	2 742 966	130 578	5 426	2 868 119	125 153
216	Collections - Œuvres d'art					
217	Animaux de rapport et de reproduction					
218	Autres immobilisations corporelles	1 122 440	124 636	16 226	1 230 850	108 410
22	Immobilisations mises en concession					
231	Immobilisations en cours	5 364	32 949		38 313	32 949
IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
26	Participations et créances rattachées à des participations					
27	Autres immobilisations financières	1 331 575	714	182 050	1 150 239	-181 337
TOTAL		21 559 350	309 824	205 869	21 663 306	103 956

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS						
N° des Comptes	RUBRIQUES	Amortissements Cumulés au Début de L'Exercice	Dotations de L'Exercice	Diminutions Résultant des Sorties de L'Exercice	Amortissements Cumulés à la Fin de l'exercice	Variation
	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
2801	Frais d'établissement					
2803	Frais de recherche et de développement					
2805	Concessions et droits similaires, brevets					
2808	Autres immobilisations incorporelles	375 834	16 743		392 576	16 743
	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
2811	Terrains de gisement					
2812	Agencements et aménagements des terrains	193 702	7 926		201 628	7 926
2813	Constructions sur sol propre	10 122 203	459 274	2 167	10 579 310	457 107
2814	Constructions sur sol d'autrui					
2815	Installations techniques, matériel et outillage	1 797 253	251 072	5 426	2 042 899	245 646
2818	Autres immobilisations corporelles	817 467	84 418	16 226	885 658	68 191
	TOTAL	13 306 459	819 432	23 819	14 102 072	795 613

TABLEAU DES PROVISIONS					
N° des Comptes	Rubriques	Montant au Début de L'Exercice	Dotations de L'Exercice	Reprises de L'Exercice	Montant à la Fin de L'Exercice
141 148	PROVISIONS REGLEMENTEES Réserve de trésorerie				
	Différence S/Réal. Immobilisations				
151 153 157 158	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES Provisions pour risques				
	Provisions pour IFC	596 528		113 129	483 399
	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices				
	Autres provisions pour charges				
19 29 39 49	PROVISIONS POUR DEPRECIATION AUTRE QUE COMPTES FINANCIERS Fonds dédiés				
	Dépréciation des immobilisations				
	Dépréciation des stocks et en cours	924	4 827	924	4 827
	Dépréciation des comptes de tiers	80 321	48 226	80 321	48 226
59	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES FINANCIERS Dépréciation des comptes financiers				
TOTAL		677 773	53 053	194 373	536 453

TABEAU D'EVOLUTION DES EMPRUNTS

N° Comptes	RUBRIQUES	Dette en Fin d'Exercice n-1	Exercice n			Dette en Fin d'Exercice n
			Nouveaux Emprunts mobilisés	Remboursements en Capital	Remboursement renégociation	
163	Emprunts obligataires					
164	Emprunts auprès des établissements de crédit	6 416 527		434 164		5 982 363
167	Emprunts et dettes assortis de conditions particulières					
168	Autres emprunts et dettes assimilées (sauf ICNIE)					
TOTAL COMPTE 16		6 416 527		434 164		5 982 363
Evolution des Charges d'Intérêts d'Emprunts		EXERCICE n -1 Pour mémoire	EXERCICE n			
Montant du compte 661		182 246	169 257			

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Raison Sociale du Cocontractant	Nature du Contrat	Date du Contrat	Durée du Contrat	REDEVANCES PAYEES		REDEVANCES RESTANT A PAYER			
				DE L'EXERCICE 2025	CUMULEES	INFERIEURES A 1 AN 2025	1 A 5 ANS	TOTAL RESTANT A PAYER	PRIX D'ACHAT RESIDUEL
Copieurs - Ededoc	<u>KOESIO</u> 613250	04/01/2018	3 - 5 ans						
		01/10/2018	renouvelable	28 811	225 427	29 513		29 513	
Hébergement	<u>SOFTWAY MEDICAL</u> 613251	01/09/2017	5 ans 4 mois						
			renouvelable	72 606	351 517	71 565		71 565	
Fibre	<u>KOESIO</u> 613251	19/06/2017	5 ans	7 994	69 736	7 118		7 118	
			renouvelable						
XC 40	<u>VOLVO</u> 613253	04/11/2023	4 ans						
			1 mois	9 127	19 678	9 109	8 423	17 532	
Hébergement	<u>OCTIME</u> 613251	01/03/2021	5 ans						
			renouvelable	3 651	16 364	3 725		3 725	
Licences OFFICE	<u>DAMI</u> 613251	01/10/2022	5 ans	171	524	173	97	270	
Téléphonie wifi switch ucopia	<u>KOESIO</u> 613252	01/07/2017	5 ans	48 496	372 783	52 008		52 008	
			renouvelable						
TOTAL				170 856	1 056 030	173 211	8 521	181 732	

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES						
Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture	
Fonds propres sans droit de reprise	1 894 225 €				1 894 225 €	
Réserves	3 197 706 €				3 197 706 €	
Report à nouveau	2 616 713 €	-304 746 €			2 311 967 €	
Excédent / Déficit	-304 746 €	304 746 €		48 217 €	-48 217 €	
Provisions réglementées						
Subventions d'investissements	736 263 €		36 619 €	131 814 €	641 068 €	
Total	8 140 161 €		36 619 €	180 032 €	7 996 748 €	

TABLEAU DES SUBVENTIONS						
Nature financeurs	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CMSA	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation						
Subventions d'investissement (*)		1 461 827 €	201 347 €	15 245 €	90 707 €	1 769 126 €
Total		1 461 827 €	201 347 €	15 245 €	90 707 €	1 769 126 €

(*) Le montant des subventions d'investissement repris au compte de résultat au cours de l'exercice 2025 s'élève à : 117.195 €.



DIEULEFIT SANTE

Siège social : 211 chemin de Chamonix – 26220 DIEULEFIT
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2025



RSM Rhône-Alpes

2 bis, rue Tête d'Or

69006 LYON

T : +33 (0) 4 72 69 19 19

www.rsmfrance.fr

Aux Membres de l'Association DIEULEFIT SANTE,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées. Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Fait à Lyon, le 8 juin 2026

Le commissaire aux comptes

RSM Rhône-Alpes

Société de Commissariat aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Lyon-Riom

Gaël DHALLUIN

Associé